Moscou, Alger, Washington, Paris : le Mali recompose ses partenaires

Ce qui est établi à la fin d'août 2026, et ce qui reste incertain

Bamako / Informations arrêtées au 28 août 2026
Version publique / Sources ouvertes

EN BREF

Depuis le 25 avril, Bamako élargit ses interlocuteurs sans rompre avec Moscou. La Russie reste le soutien militaire officiel, mais les évènements à Kidal ont testé la solidité de l'alliance. L'Algérie a rouvert le dialogue le 10 juillet, Washington s'est rapproché de Bamako puis aurait étudié des options militaires, selon la presse américaine, et Paris a vu libérer l'un de ses ressortissants. Cette note distingue les faits des hypothèses et en tire des repères pour une entreprise.

1 · Un paysage d'alliances en mouvement

Les attaques du 25 avril ont mis à l'épreuve l'alliance avec la Russie et ouvert une période de contacts avec d'autres capitales ; la coopération militaire des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), elle, se poursuit. Les voisins immédiats ont réagi dès le lendemain : le Sénégal a condamné les attaques et exprimé sa solidarité ; la Mauritanie a fait part de sa « vive inquiétude » et de sa « solidarité totale » (26 avril). Le tableau résume la situation au 28 août.

PARTENAIRE	CE QUI EST ÉTABLI	CE QUI RESTE INCERTAIN
Russie	Retrait de l'Africa Corps de Kidal, confirmé le 27 avril ; entretien Poutine–Goïta le 19 août ; détermination à renforcer le partenariat militaire	Effectifs et moyens engagés ; réorganisation du dispositif militaire
Algérie	Retour des ambassadeurs et réouverture réciproque des espaces aériens annoncés le 10 juillet	Contenu des discussions ; sécurité de la frontière ; relations entre Alger et les groupes agissant au Mali
États-Unis	Sanctions levées le 27 février ; options militaires étudiées selon le Washington Post (22 juillet) ; démenti de Bamako (23 juillet)	Aucune décision américaine connue ; accord sur les vols de renseignement non confirmé
France	Ressortissant condamné à 20 ans en juin, gracié et expulsé le 13 août	Rôle d'un pays tiers ; suite des relations
AES	Force unifiée lancée le 20 décembre 2025 ; statut juridique validé à Ouagadougou le 10 juillet	Commandement, effectifs, financement

2 · Russie : un soutien maintenu, une réalité complexe

Le 27 avril, l'Africa Corps a confirmé son retrait de Kidal, présenté comme une « décision conjointe » avec les autorités maliennes. Le 28 avril, le ministère russe de la Défense a affirmé que ses hommes avaient combattu plus de 24 heures face à des forces « numériquement supérieures », et le Kremlin a dit souhaiter un retour rapide à une voie « pacifique et stable ». Le 19 août, Vladimir Poutine et le général Goïta se sont entretenus par téléphone, à l'initiative de Bamako selon La Nouvelle Tribune. Selon le Kremlin, le général Goïta a remercié Moscou pour une « aide substantielle », et les deux dirigeants entendent étendre la coopération aux domaines commercial, économique et humanitaire.

Lecture complémentaire : Bamako et Moscou sont conscients que lesdits évènements seront scrutés sur le continent et l'abandon prolongé de la localité ne semble pas une option envisageable. Des opérations pourraient avoir lieu relativement rapidement.

3 · Algérie : un dégel annoncé, pas une réconciliation

La crise, qui a culminé au printemps 2025 avec la destruction d'un drone malien près de la frontière (chaque pays donne une version différente), s'est accompagnée du rappel des ambassadeurs et de la fermeture réciproque des espaces aériens. Le 10 juillet 2026, les deux capitales ont annoncé de façon coordonnée la réouverture de leurs espaces aériens et le retour de leurs ambassadeurs. Selon plusieurs analyses de presse, la Russie aurait joué un rôle majeur dans ce réchauffement, notamment à l'occasion de la rencontre tenue à Niamey le 8 juillet entre le ministre russe des Affaires étrangères et ses homologues de l'AES ; aucune source officielle ne le confirme.

Ce qui reste ouvert : la sécurité de la frontière, le statut des groupes armés du Nord, qualifiés par Bamako de terroristes. Le retour des ambassadeurs est le début de la confiance, pas son achèvement. La reprise de la ville de Kidal sera un élément déterminant dans l'évolution de la relation.

4 · États-Unis : un rapprochement, puis une incertitude

Le 27 février, Washington a levé les sanctions visant le ministre malien de la Défense et d'autres responsables soupçonnés de liens avec la Russie ; Bamako y a vu une mesure qui améliore les relations dans le « respect de la souveraineté nationale ». En mars, Reuters rapportait, de sources américaines, que les États-Unis approchaient d'un accord pour reprendre des vols de renseignement au-dessus du Mali, sans pouvoir dire si Bamako avait donné son accord.

Le 22 juillet, le Washington Post a affirmé que l'administration américaine étudiait des options militaires contre le JNIM, avec des divergences en son sein. Le 23 juillet, le ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a répondu n'avoir reçu ni confirmation ni déclaration officielle des États-Unis. À ce stade, aucune décision américaine n'est connue. Un chercheur interrogé par RFI juge l'hypothèse d'une offensive limitée, et des frappes aériennes plus probables qu'une opération au sol.

5 · France et Maroc : un geste, pas un virage

Un ressortissant français, que Bamako accuse d'avoir agi pour des services de renseignement et que Paris présente comme un membre de son ambassade en mission de coopération, avait été condamné en juin à 20 ans de prison pour atteinte à la sûreté de l'État, à propos d'un complot de déstabilisation. Le 13 août, le président de la Transition l'a gracié et lui a demandé de quitter immédiatement le territoire.

Le communiqué du gouvernement précise que la grâce ne remet pas en cause les faits établis lors du procès et remercie un « pays frère » pour ses bons offices, sans le nommer. Le média marocain Le360 attribue cette médiation au Maroc, sans citer de source ; ni Bamako ni le ministère français des Affaires étrangères ne le confirment. Paris s'est félicité de la libération.

Lecture prudente : un geste précis, sur un dossier précis. Rien n'indique, à cette date, une normalisation générale entre Paris et Bamako.

6 · AES : la Force unifiée cherche encore son cadre

> **VERSION NON PUBLIQUE**
> Cette partie est réservée à la version non publique de la note, remise aux clients de BITRUN.

7 · Ce que cela implique pour une entreprise

> **VERSION NON PUBLIQUE**
> Cette partie est réservée à la version non publique de la note, remise aux clients de BITRUN.

8 · À surveiller d'ici la fin de l'année

> **VERSION NON PUBLIQUE**
> Cette partie est réservée à la version non publique de la note, remise aux clients de BITRUN.

Sources

01 APA, 26 avril 2026 : le Sénégal et la Mauritanie condamnent les attaques
https://fr.apanews.net/diplomacy/attaques-au-mali-le-senegal-et-la-mauritanie-condamnent/

02 Reuters, 27 avril 2026 : l'Africa Corps confirme son retrait de Kidal
https://www.internazionale.it/ultime-notizie-reuters/2026/04/27/russia-s-africa-corps-confirms-withdrawal-from-mali-s-kidal

03 The Moscow Times, 28 avril 2026 : le Kremlin appelle à la stabilité au Mali
https://www.themoscowtimes.com/2026/04/28/kremlin-calls-for-stability-in-mali-as-rebels-seize-kidal-and-target-capital-a92626

04 La Nouvelle Tribune, 19 août 2026 : entretien téléphonique Poutine–Goïta
https://lanouvelletribune.info/2026/08/mali-russie-poutine-et-goita-sentretiennent-au-telephone-la-securite-au-coeur-des-echanges/

05 RFI / AllAfrica, 13 juillet 2026 : l'Algérie et le Mali annoncent le retour de leurs ambassadeurs
https://fr.allafrica.com/stories/202607130639.html

06 DW / AllAfrica, 9 juillet 2026 : à Niamey, la Russie et l'AES renforcent leur partenariat
https://fr.allafrica.com/stories/202607090101.html

07 Confidentiel Afrique / AllAfrica, 11 juillet 2026 : Bamako–Alger, le dégel d'un été sahélien
https://fr.allafrica.com/stories/202607110068.html

08 Confidentiel Afrique / AllAfrica, 10 août 2026 : Bamako–Alger, la reconnexion
https://fr.allafrica.com/stories/202608100154.html

09 Reuters via TimesLive, 10 mars 2026 : sanctions levées, vols de renseignement
https://www.timeslive.co.za/news/africa/2026-03-10-mali-sanctions-lifted-as-us-wants-to-use-airspace-to-watch-jihadists/

10 Africanews, 24 juillet 2026 : Bamako rejette un rôle américain contre le JNIM
https://www.africanews.com/amp/2026/07/24/malian-government-rejects-us-role-in-anti-jnim-fight/

11 RFI / AllAfrica, 24 juillet 2026 : l'hypothèse d'une intervention américaine
https://fr.allafrica.com/stories/202607240614.html

12 Togonews / AllAfrica, 13 août 2026 : grâce présidentielle pour un ressortissant français
https://fr.allafrica.com/stories/202608130507.html

13 Le360, 14 août 2026 : la médiation attribuée au Maroc
https://fr.le360.ma/politique/mali-condamne-a-20-ans-de-prison-un-agent-francais-gracie-apres-une-mediation-du-maroc_QFPX6EYQ25B63MPY3MWJX6EW6I/

14 Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, 13 août 2026 : libération
https://www.diplomatie.gouv.fr/en/presse-et-ressources/decouvrir-et-informer/actualites/mali-liberation-de-yann-vezilier

15 Fratmat / AllAfrica, 12 juillet 2026 : la Force unifiée de l'AES
https://fr.allafrica.com/stories/202607130259.html

Une version publique, volontairement générale. Les notes remises à nos clients vont plus loin : acteurs nommés, calendrier précis, points sensibles et recommandations adaptées à leur situation. Elles restent confidentielles.

Méthode : chaque fait est daté et rattaché à une source ; ce qui relève d'un média, d'une hypothèse ou d'une analyse est présenté comme tel, et rien n'est tenu pour acquis lorsque les sources officielles se taisent.

Note établie à partir des informations publiques disponibles au 28 août 2026. Elle est fournie à titre d'information et ne constitue ni un avis juridique ni un conseil en investissement.

BITRUN SARL · Conseil stratégique et intelligence économique · Bamako, Mali · bitrun.ml · support@bitrun.tech